



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question écrite n° 80505

Texte de la question

M. Francis Saint-Léger appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie au sujet de la croissance. Il désire connaître ses précisions en la matière.

Texte de la réponse

En 2005, la croissance française se serait établie à 1,4 %. Cette performance est honorable (elle excède notamment largement celle de nos voisins allemand et italien mais est aussi au-dessus de la moyenne de la zone euro) ; mais selon les estimations provisoires de l'INSEE : notre conjoncture a été freinée l'an passé par la forte hausse du prix du pétrole, les effets retardés de l'appréciation de l'euro jusqu'en mars 2005 ainsi que par le manque de dynamisme de nos voisins. En ce début d'année 2006, la conjoncture est sensiblement mieux orientée. Les diverses enquêtes de conjoncture en France (enquête de l'INSEE et de la Banque de France auprès des industriels, enquête de l'INSEE auprès des ménages) annoncent une bonne tenue de l'activité domestique. Les perspectives à l'étranger sont également bonnes et, en particulier, notre voisin allemand paraît enfin donner des signes de reprise. Nos exportations se sont d'ailleurs redressées dès le second semestre 2005 et les carnets de commandes sont aujourd'hui bien remplis. Il devrait donc y avoir un rebond net de l'activité dès le premier trimestre et la croissance en 2006 devrait être nettement plus vigoureuse qu'en 2005. Les prévisions du Gouvernement pour 2006 et 2007 qui viennent d'être publiées, tablent sur une fourchette de 2 % à 2,5 % pour 2006 comme pour 2007. La croissance en 2006 devrait également être bien équilibrée : la France tirerait parti d'une croissance mondiale dynamique, mais elle devrait également bénéficier d'une demande intérieure toujours solide. En effet, la consommation resterait soutenue, dans un contexte où la baisse du chômage et la diminution des déficits publics contribuent à la restauration de la confiance des ménages ; les entreprises devraient continuer à investir de manière dynamique, pour satisfaire à la fois la demande extérieure et la demande des ménages. Certes, certains risques pèsent sur ce scénario, notamment l'évolution du change (une appréciation trop forte de l'euro dégraderait notre compétitivité et nous empêcherait de profiter pleinement du dynamisme de la croissance mondiale) et l'évolution du prix des matières premières (une nouvelle flambée des prix du pétrole entraînerait une compression des marges des entreprises et/ou une diminution du pouvoir d'achat des ménages, ce qui gripperait les moteurs internes de la croissance que sont la consommation et l'investissement). Inversement, des aléas haussiers existent aussi, notamment une accélération plus forte que prévue, de la demande intérieure chez nos voisins européens ou encore une baisse plus prononcée du taux d'épargne en France qui doperait la consommation, en réaction aux engagements de désendettement du Gouvernement. Mais l'économie française devrait pouvoir progresser à des rythmes plus soutenus, 3 % ou 4 %. Pour cela, le Gouvernement a entrepris des réformes de structure tendant à relever le niveau de croissance potentielle de notre économie.

Données clés

Auteur : [M. Francis Saint-Léger](#)

Circonscription : Lozère (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 80505

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 13 décembre 2005, page 11425

Réponse publiée le : 18 avril 2006, page 4204